

Résultats de l'enquête sur la formation chirurgicale pelvienne

Cette enquête a été adressée aux membres de la SCGP avec comme but de connaître la façon dont la formation chirurgicale du pelvis est dispensée en France et cela en dehors de la formation classique du cursus universitaire (internat, clinicat).

130 réponses nous sont parvenues. Il est plus que probable que nous n'avons eu qu'une réponse par service, sachant qu'il y a plusieurs membres de la SCGP par service, ce qui ne permet pas de donner le ratio par rapport aux quelques 560 adhérents de la société.

Dans le détail, sur les 130 réponses reçues, nous dénombrons

- 118 gynécologues,
- 3 urologues,
- 6 viscéraux
- 3 cancérologues.

Le lieu d'exercice est : 33 CHU dont 6 parisiens, 42 CHG, 49 cliniques et 7 PSPH.

A la question : « Organisez vous de la formation chirurgicale ? »

64 (49,2%) ont répondu oui

Cette formation se fait dans 28 CHU (5 n'en dispensent pas en dehors de leur mission classique), 13 CHG, 19 cliniques et 4 PSPH.

Sur la forme de cet enseignement, nous proposons :

- Symposium ou cours
- Chirurgie live avec retransmission
- Formation directe au bloc opératoire

Résultats :

- > Symposium : 39 (60,9%)
- > Retransmission en live : 20 (31,2%)
- > Directe au bloc : 49 (76,6%)

Les 3 modes de formation sont retrouvés dans 18,7%.

Sur la participation voire la dépendance de l'industrie

- Oui, exclusivement : 19 (29,7%)
- Oui, mais pas exclusivement : 32 (50%)
- Non : 13 (20,3%)

L'industrie est donc partie prenante dans 79,7% de la formation chirurgicale

En cas de participation de l'industrie, y a-t-il rémunération pour cette formation ?

- Oui : 24 (47%)
- Non : 27 (53%)

En absence de l'industrie, qui finance cette formation ? La fac (DIU, DU et autres diplômes) 8/27, associations 10/27, l'internat 1/27, sans réponse 8/27.

Les souhaits des membres de la SCGP quant à l'organisation de la formation : (plusieurs réponses étaient possibles, voir tableaux page suivante)

1. Pour ceux qui organisent des formations chirurgicales (Tableau 1)

		Ceux qui dépendent de l'industrie (n=51)	Ceux qui ne dépendent pas de l'industrie (n=13)
Indépendance de l'industrie	OUI	19 (37,3%)	11 (84,6%)
	NON	29 (56,8%)	2 (15,4%)
Indépendance de la faculté	OUI	16 (31,4%)	4 (30,8%)
	NON	39 (76,4%)	9 (69,2%)
Organisation par les sociétés savantes	OUI	39 (76,4%)	12 (92,3%)
	NON	9 (17,6%)	1 (8%)
Financement par les sociétés savantes	OUI	31 (60,8%)	10 (76,9%)
	NON	16 (31,4%)	3 (23%)



2. Pour ceux qui n'organisent pas de formation : 16 réponses sur 66 (Tableau 2)

Indépendance de l'industrie	OUI	10 (62,5%)
	NON	6 (37,5%)
Indépendance de la faculté	OUI	5 (31,3%)
	NON	11 (68,7%)
Organisation par les sociétés savantes	OUI	12 (75%)
	NON	4 (25%)
Financement par les sociétés savantes	OUI	9 (56,2%)
	NON	7 (43,8%)



Que peut on résumer de cette enquête ?

La moitié des membres de la SCGP (du moins ceux qui ont répondu) est impliquée dans la formation chirurgicale pelvienne. C'est plutôt encourageant pour notre société.

Cette formation extra universitaire est dispensée par les universitaires pour 85% d'entre eux. Dans les CHG, 31% des praticiens y participent ainsi que 38% des libéraux et 57% de nos collègues des établissements PSPH.

Cette formation dépend à 80% de l'industrie qui rémunère 47% des formateurs.

Cette formation est très importante et très appréciée car se faisant le plus souvent sous un mode de compagnonnage. N'est ce pas le meilleur mode de formation ?

Quand aux souhaits, les chirurgiens qui sont rémunérés souhaitent à 56% garder cet avantage, loin d'être négligeable, alors que ceux qui ne dépendent pas de l'industrie ou qui ne font pas de formation souhaitent à 72% une indépendance de la formation vis-à-vis des firmes.

Tous ceux qui ont répondu au questionnaire, quelque soit leur implication, souhaitent à 73% que cette formation soit dépendante de la Faculté. De même, il y a un souhait pour 79% d'entre eux à ce que la formation soit organisée par les sociétés savantes et qu'elle soit financée pour 63% des interrogés.

Que pourrait-on espérer dans le meilleur des mondes ?

On imagine la dérive et les biais d'une telle formation financée à 80% par l'industrie. C'est le plus souvent également cette industrie qui organise les études pour justifier leurs produits.

Ne crachons pas dans la soupe, car la plupart du temps, cela se fait honnêtement.

Suite à ce questionnaire, et selon les souhaits émis, les sociétés pourraient en effet prendre les rênes de cette formation permanente à ce qui est notre art. Mais dans ce cas, nous subventionnerions notre formation par nos cotisations qui augmenteraient à n'en pas douter.

Le nœud du problème est bien financier. L'industrie est indispensable à l'organisation de cette formation et des congrès où la bonne parole est dispensée. Les firmes sont sollicitées financièrement de toutes parts et ne pourront plus longtemps suivre dans cette voie. Il nous faut être raisonnable et diminuer ces réunions à l'instar d'autres spécialités comme les urologues, les anesthésistes et les dermatologues pour ne citer qu'eux, qui ont une « grand messe » nationale annuelle. Notre spécialité regroupant tellement de sous spécialités, non officielles, on pourrait imaginer un seul congrès national par sous spécialité avec une journée régionale en plus par an.

Tout le monde y gagnerait. Les firmes, par une économie substantielle, pourraient alors de façon globale financer les sociétés savantes (par le biais d'une contribution annuelle et générale) qui dispenseraient directement la formation, ce qui indirectement nous rendrait plus indépendant des firmes sans nous occasionner plus de frais.

Je pense avoir retranscrit la pensée de nos membres à travers l'analyse des réponses de ce questionnaire. Méditons à ce que pourrait devenir la formation chirurgicale continue que ne peut assumer la faculté.

Philippe Debodinance